

**CONVENTION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE ENTRE LA MÉTROPOLÉ
AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET LA COMMUNE D'ISTRES CONCERNANT LES
OPÉRATIONS DE MISE AU NORME DU PARKING VICTOR HUGO ET LE
REMPLACEMENT DU MATÉRIEL DE PEAGE ET SYSTÈME DE CONTRÔLE
D'ACCÈS ET ÉQUIPEMENTS AFFÉRENTS DU PARKING DES ARNAVAUX A
ISTRES**

La MÉTROPOLÉ AIX-MARSEILLE-PROVENCE,

Dont le siège est sis : Le Pharo, 58, boulevard Charles-Livon, 13007 Marseille,

Représentée par son Président en exercice, dûment habilité pour intervenir en cette qualité aux présentes, et domiciliée audit siège ;

Désignée ci-après « La Métropole »

D'une part,

La Commune de ISTRES

Dont le siège est sis : 1 Esplanade Bernardin Laugier 13800 Istres

Représentée par son Maire en exercice, dûment habilité pour intervenir en cette qualité aux présentes, et domiciliée audit siège ;

Désignée ci-après « La Commune »

D'autre part,

Ensemble dénommées « Les Parties ».

PRÉAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2018, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence en matière d'aires et parcs de stationnement sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage sur un ensemble d'opérations en cours et rattachées à cette compétence.

CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE
AIRES ET PARCS DE STATIONNEMENT

1

Reçu au Contrôle de légalité le 30 décembre 2019

Toutefois, les communes ont conservé certains services techniques transversaux qui se trouvaient en charge du suivi de ces opérations.

Ainsi, dans un souci de conduite optimale des opérations engagées avant le transfert il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations engagées.

A cette fin, l'article L. 2422-1 du Code pratique de la commande publique du 1er avril 2019 permet au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

Conformément à l'article L. 2422-5 du Code pratique de la commande publique du 1er avril 2019, le présent contrat a pour objet de confier à la Commune la mission de poursuivre, au nom et pour le compte de la Métropole, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Métropole, les opérations visées à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 2 : OPERATIONS CONCERNEES ET ENVELOPPE PREVISIONNELLE AUTORISEE

Les opérations concernées par la présente convention de maîtrise d'ouvrage déléguée sont les suivantes :

Remise à niveau du parking Victor Hugo à ISTRES

Les travaux consisteront à remettre à niveau selon les normes de voirie, de sécurité et PMR le parking Victor Hugo à Istres.

Les travaux concerneront la remise à niveau de :

- ☐• La signalisation de police, informative et directionnelle
- ☐• Le balisage de la sécurité incendie
- ☐• Le couloir de la sortie piétonne (porte coupe-feu, enduit sur mur, signalisation extérieure...)
- ☐• La cage d'escalier de la sortie de secours
- ☐• Le bureau et les toilettes destinés au gardien
- ☐• Le balisage des locaux techniques par de la signalisation horizontale et du mobilier urbain
- ☐• L'intégration d'une sonorisation
- ☐• La suppression/réorganisation de places de stationnement devant les portes de locaux techniques avec signalisation horizontale
- ☐• La mise en place d'une nouvelle porte pour la création d'un local de stockage
- ☐• La réfection du couloir et de l'escalier extérieur
 - La réfection de l'éclairage
 - La réfection de la vidéo-surveillance
 - La réfection de la ventilation
 - La réfection des contrôles d'accès
 - La réalisation d'un marquage au sol pour les cheminements piétons des niveaux

Remplacement des caisses et du système de contrôle d'accès du parking des Arnavaux à ISTRES

Les travaux consisteront à changer les caisses du parking des Arnavaux de façon à homogénéiser ces équipements sur l'ensemble des parkings payants de la ville d'Istres et ainsi de le relier à celui des Carmes.

Les travaux concerneront :

- La fourniture et mise en place de bornes d'entrée et de sortie,
- La fourniture et mise en place de barrières d'entrée et de sortie,
- La fourniture et mise en place de lecteurs d'accès piétons,
- La fourniture et mise en place de 2 caisses automatiques équipées du système de paiement espèces et cartes bancaires ;
- La fourniture et mise en service d'un poste informatique d'exploitation permettant l'exploitation du parc à distance,
- La fourniture et mise en place d'une signalétique lumineuse dynamique,
- La fourniture et mise en place d'un système d'interphonie / visiophonie,
- La mise en service de l'ensemble des équipements,
- Réalisation de travaux d'aménagement de génie civil/VRD pour adapter les entrées et sorties des 2 niveaux du parking et assurer la bonne giration et circulation des véhicules.

ARTICLE 3 : CONTENU DE LA MISSION DELEGUEE

Conformément aux articles L. 2422-6 au L. 2422-10 du Code pratique de la commande publique du 1er avril 2019 l'objet du présent contrat est de donner mandat à la Commune de ISTRES pour poursuivre la réalisation au nom et pour le compte de la Métropole des missions administratives et techniques concourant à la réalisation des opérations visées à l'article 2 la présente convention.

Les missions confiées par la présente convention à la Commune, qui en assure la maîtrise d'ouvrage déléguée, portent sur tout ou partie des éléments suivants, en fonction de l'état d'avancement de l'opération :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;
- Préparation du choix du maître d'œuvre, signature du contrat de maîtrise d'œuvre, après approbation du choix du maître d'œuvre par le maître de l'ouvrage, et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre ;
- Approbation des avants-projets et accords sur le projet ;
- Préparation du choix de l'entrepreneur, signature du contrat de travaux, après approbation du choix de l'entrepreneur par le maître de l'ouvrage, et gestion du contrat de travaux ;
- Validation des décomptes mensuels, validation du service fait et paiement de la rémunération des titulaires des marchés concourant à la réalisation de l'opération,
- Réception de l'ouvrage et l'accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus ;
- Accompagnement de la Métropole dans la mise en œuvre des procédures de

levée de réserve et dans la garantie de parfait achèvement.

La Commune n'est tenue envers la Métropole que de la bonne exécution des attributions dont elle a personnellement été chargée par lui.

La Commune représente la Métropole à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions qui lui ont été confiées jusqu'à ce que la Métropole ait constaté l'achèvement de sa mission dans les conditions définies à l'article 7 de la présente convention.

De manière générale, la Commune s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui sont confiées, dans le respect des dispositions de la présente convention.

ARTICLE 4 : CONDITION D'EXECUTION DE LA MISSION

Article 4.1 Responsabilités

La Commune est responsable de sa mission dans les conditions prévues aux articles 1991 et suivants du Code civil.

Sa responsabilité sera engagée dans la mesure où elle aura manqué aux obligations figurant dans la présente convention.

Dans les actes qu'elle devra réaliser pour la bonne fin de sa mission, la Commune devra avertir les intervenants qu'elle agit au nom et pour le compte de la Métropole.

Elle prendra toutes les dispositions pour que la réalisation de l'opération de travaux intervienne dans le respect de l'enveloppe financière fixée par la Métropole et figurant dans la présente convention.

La Commune a un devoir général d'information de la Métropole, elle organisera pour ce faire des réunions mensuelles destinées à rendre compte de l'état d'avancement de l'opération.

La Commune doit avertir sans délai la Métropole de toute modification susceptible d'entraîner une modification du programme, du délai de livraison ou de l'enveloppe financière : elle ne doit, en la matière, prendre aucune décision.

Article 4.2 Modalités administratives

La réglementation de la commande publique par application du Code pratique de la commande publique du 1er avril 2019 relative aux marchés publics applicable à la Métropole sont applicables à la Commune pour ce qui concerne le choix des modes de dévolution des contrats à des tiers.

La Commune procédera à la mise en œuvre des procédures préalables à l'attribution des contrats, à leur mise au point, à leur établissement et à leur signature.

Seule la Métropole est compétente pour l'attribution desdits contrats.

Les contrats devront indiquer que la Commune agit au nom et pour le compte de la Métropole qui deviendra propriétaire de l'ensemble des études et ouvrages réalisés à l'achèvement de la mission.

La Commune transmettra, au nom et pour le compte de la Métropole, les contrats, signés par elle, au représentant de l'État dans le Département ou à son délégué dans l'arrondissement dans lequel est située la Métropole.

La Commune notifiera les contrats aux co-contractants concernés et en adressera copie à la Métropole.

Dans tous les contrats qu'elle passe pour l'exécution de sa mission, la Commune devra avertir le co-contractant de ce qu'elle agit en qualité de mandataire de la Métropole, et qu'à l'issue de la mission de mandat, cette dernière bénéficiera de l'ensemble des garanties légales et contractuelles attachées aux ouvrages réalisés.

La Commune prendra toutes mesures pour que la coordination des intervenants aboutisse à la réalisation des travaux dans le respect des délais et de l'enveloppe financière arrêtée par la Métropole. La Commune signalera à la Métropole les anomalies qui pourraient survenir et lui proposera toutes mesures destinées à les redresser.

Elle représentera la Métropole à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions ci-dessus.

Article 4.3 Délais d'exécution

Un calendrier contractuel détaillé d'exécution des travaux devra être signé avec l'entreprise générale (ou les entreprises) à l'issue de la période de préparation et transmis, sans délai, à la Métropole en sa qualité de mandant pour information.

Article 4.4 Contrôle des opérations par la Métropole

Pour permettre à la Métropole d'effectuer un contrôle technique des missions confiées dans le cadre du présent mandat, la Commune s'engage à inviter la Métropole aux comités techniques et comités de pilotage des missions confiées à des tiers.

En outre, la Commune proposera à la Métropole pour validation avant décision :

- Les cahiers de consultation des équipes chargées de la maîtrise d'œuvre,
- Les grandes étapes qui arrêtent les options importantes pour la réalisation du projet.

Les services de la Métropole pourront suivre le chantier et y accéder à tout moment. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'à la Commune et non directement aux entrepreneurs.

Après achèvement des travaux, il sera procédé par la Commune à l'initiative du Maître d'œuvre, après accord préalable de la Métropole, à la réception des ouvrages contradictoirement avec les entreprises. Cette réception sera effectuée en présence des représentants de la Métropole dûment convoqués.

La Commune, mandataire, ne pourra notifier aux entreprises sa décision relative à la réception de l'ouvrage qu'avec l'accord exprès de la Métropole, maître d'ouvrage. La Métropole s'engage à répondre dans un délai de 10 jours à compter de la réception du projet de décision. A défaut de réponse, son accord est considéré comme acquis.

Dans le cas où les représentants de la Commune relèveraient des défauts ou des vices apparents lors de la visite des lieux, l'accord préalable de la Métropole pour prononcer la réception ne pourra être qu'exprès. Cet accord sera sollicité dans les 10 jours suivants cette visite.

Par ailleurs, si la réception intervient avec des réserves, la Commune invitera les représentants de la Métropole aux opérations préalables à la levée de celles-ci.

La Métropole deviendra propriétaire des ouvrages à compter de la date de prise d'effet de la réception.

La Métropole pourra prendre possession des ouvrages dès leur réception ; en cas de réserves, cette prise de possession sera différée à la date de constat de levée des réserves ; en cas de livraisons échelonnées prévues dans le cadre du marché correspondant, la prise de possession pourra intervenir à chaque livraison partielle. Dans tous les cas, cette prise de possession emporte transfert de la garde au profit de la Métropole.

La Métropole fera son affaire personnelle de l'entretien des ouvrages réceptionnés et, le cas échéant, de la souscription des polices d'assurances multirisques.

ARTICLE 5 : MODALITES FINANCIERES ET PAIEMENT DES DEPENSES NECESSAIRES A L'EXECUTION DE LA MISSION

5.1 Rémunération

La réalisation par la Commune des missions et tâches objets de la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération.

Cependant, la prise en charge des dépenses exposées par la Commune pour l'exercice des missions et tâches qui lui sont confiées par la présente convention intervient selon les modalités exposées ci-dessous.

5.2 Dépenses liées à l'exercice de la compétence objet de la convention de gestion

Les coûts de l'opération objet des présentes doivent être couverts conformément au plan de financement arrêté la Commune et figurant en annexe 1.

Sauf modification résultant d'un accord ultérieur des parties, la Commune sera cependant remboursée, dans la limite du plan de financement, par la Métropole à l'euro / l'euro, des dépenses exposées pour la réalisation de l'opération.

La Commune procédera à des appels de fonds trimestriels en fonction des dépenses prévues pour le semestre suivant. Le cas échéant, l'échéancier des versements sera ajusté et présenté à la Métropole chaque année avant le 30 mai pour prévoir

l'inscription des crédits de paiement au budget d'investissement pour l'année suivante.

La commune pourra présenter des appels de fonds avant d'avoir dépensé la totalité des sommes déjà perçues, dès lors qu'elle peut justifier de besoins à venir pour le semestre suivant d'un montant supérieur aux sommes disponibles.

Chaque appel de fonds devra être justifié et comprendre :

1 – un récapitulatif certifié par le Trésorier des dépenses réalisées sur les sommes précédemment perçues ainsi qu'une copie des factures acquittées ;

2 – un planning prévisionnel des travaux et dépenses à venir établi par le maître d'œuvre de l'opération et, le cas échéant, une copie des marchés de travaux ou du DCE en cours de consultation ;

et ce dans la limite de l'enveloppe allouée à l'opération.

En cas de besoin de financement non prévu au semestre précédent, la commune pourra procéder à une demande complémentaire d'appel de fonds, dûment justifiée.

La Métropole est le redevable légal de la TVA. Elle seule est titulaire du droit à déduction de la TVA grevant les dépenses de l'opération. Elle se chargera des déclarations de TVA.

La commune mandataire exécutera donc les dépenses pour un montant TTC, au nom et pour le compte de la Métropole. Elle sera remboursée en TTC par la Métropole.

Ainsi, la comptabilisation au sein des communes des dépenses relatives à la convention doit être effectuée TTC.

ARTICLE 6 : ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

6.1 Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur à compter de la date de signature par l'ensemble des parties et après accomplissement des formalités de transmission aux services en charge du contrôle de légalité.

Elle est conclue pour la durée des études, de réalisation des travaux et prendra fin à l'issue de l'année de garantie de parfait achèvement.

6.2 Durée

La présente convention prendra fin à l'expiration de la mission de la Commune telle que définie à l'article 3, à savoir à l'issue de l'année de parfait achèvement, ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article 7.

La Commune sera tenue de remettre à la Métropole, en fin de mission :

- L'ensemble des études et dossiers afférents à cette opération,
- Une collection complète des plans des ouvrages tels qu'ils auront été effectivement exécutés, dont une version numérique
- Tous les documents, notices d'emploi ou d'entretien (etc.) nécessaires à l'entretien et à l'exploitation
- Tous les dossiers de mise en œuvre des garanties.
- Tous les plans de recollement, et DOE.

Ces documents seront la propriété de la Métropole qui pourra les utiliser sous réserve des droits des architectes et concepteurs relevant de leur propriété intellectuelle.

A l'achèvement de la mission de la Commune, la Métropole prendra en charge directement la mise en jeu et la gestion de la garantie de parfait achèvement et de la police Dommage – Ouvrage.

ARTICLE 7 : LITIGES

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différent au tribunal administratif compétent.

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention sera porté devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Fait à,
Le

Fait à
Le

Pour la Commune
Le Maire,

Pour la Métropole
Pour la Présidente et par délégation
Le Vice-Président Délégué
Transports, Mobilité et Déplacements

François BERNARDINI

Roland BLUM

ANNEXE 1

Compétence AIRES ET PARCS DE STATIONNEMENT
Activité assujettie à la TVA.

Remise à niveau du parking Victor Hugo à ISTRES

Libellé de l'opération	Remise à niveau du parking Victor Hugo à ISTRES		
DEPENSES €	HT	TVA	TTC
ETUDES	16 700,00 €	3 340,00 €	20 040,00 €
SPS	562,50 €	112,50 €	675,00 €
CT	3 800,00 €	760,00 €	4 560,00 €
TRAVAUX : SIGNALISATION - SECURITE INCENDIE - COULOIR SORTIE PIETONNE - REFECTION DE LA CAGE D'ESCALIER - LOCAL GARDIEN - SONORISATION - REORGANISATION DU STATIONNEMENT - CREATION LOCAL STOCKAGE - REFECTION DE L'ESCALIER EXTERIEUR - ECLAIRAGE - VIDEO-SUVEILLANCE - VENTILATION - CONTROLES D ACCES	195 000,00 €	39 000,00 €	234 000,00 €
TOTAL	216 062,50 €	43 212,50 €	259 275,00 €
FINANCEMENT €			
Financeurs	Dispositif		
TOTAL			

Remplacement des caisses et du système de contrôle d'accès du parking des Arnavaux à ISTRES

Libellé de l'opération	Remplacement des caisses et du système de contrôle d'accès du parking des Arnavaux à Istres		
DEPENSES EN €	HT	TVA 20 %	TTC
<p>Fourniture et mise en place de bornes d'entrée et de sortie, fourniture et mise place de barrières d'entrée et de sortie, fourniture et mise en place de 2 caisses automatiques de paiement (espèces et CB), fourniture et mise en service d'un poste informatique d'exploitation, fourniture et pose d'un système de signalétique lumineuse dynamique, fourniture et pose d'un système d'interphonie et de visiophonie, mise en service de l'ensemble des équipements.</p> <p>Réalisation de travaux d'aménagement de génie civil/VRD pour adapter les entrées et sorties des 2 niveaux du parking et assurer la bonne giration et circulation des véhicules.</p>	206 771,00	41 354,20	248 125,20